

Sur la crise européenne

Michel Husson, interview pour *Epohi*, 16 juin 2005

1) Il semble que la « zone euro » se trouve en stagnation. La situation est identique dans tous les pays d'euro ? Comment on pourrait l'expliquer ?

Il y a eu une période, entre 1997 et 2001, où les choses semblaient aller mieux, avec, par exemple, la création de 10 millions d'emplois dans l'Union européenne. Ensuite, la conjoncture s'est retournée, et l'Union est devenue une zone de faible croissance, proche de la stagnation cette année. Mais surtout on assiste à une divergence des trajectoires nationales : la croissance est faible ou nulle en Italie, en Allemagne et en France, alors qu'elle est plus soutenue au Royaume-Uni ou en Espagne. Pour expliquer cette périodisation, il faut comprendre les raisons de l'amélioration de la fin des années 90, qui résulte de la conjonction de deux facteurs. Le premier est la baisse de l'euro, qui a permis une croissance des exportations européennes. Le deuxième est la stabilisation de la part salariale dans le revenu national, autrement dit une progression des salaires en phase avec celle de la production. Une dynamique positive s'est alors enclenchée, où les créations d'emplois (dopées en France par la réduction du temps de travail) ont permis de soutenir le mouvement. Ce tournant était fortuit en ce sens qu'il ne résultait pas d'options politiques clairement affirmées.

Le retournement est venu lui aussi de l'extérieur, avec l'effondrement de la « nouvelle économie » aux Etats-Unis et le tournant dans la politique monétaire américaine qui a enclenché la baisse du dollar. Les gouvernements européens en sont alors revenus à des politiques néo-libérales plus contraignantes, qui ont aggravé le retournement et conduit à la phase actuelle de faible croissance.

2) C'est la première fois qu'il y des voix au sein du personnel politique officiel (p.e. le Président de l'Assemblée Nationale ou la Ligue du Nord) qui contestent le pacte de stabilité et l'euro. D'après vous le pacte de stabilité et l'euro ont contribué à la croissance dans la zone euro ? Est-elle possible la sortie de quelques pays du système de l'union monétaire ?

L'euro a eu un seul avantage : il a, par définition, permis d'oublier les spéculations entre monnaies européennes du début des années quatre-vingt-dix. Mais ce résultat aurait pu être obtenu autrement (par exemple par une taxe Tobin européenne) et ses contreparties sont très coûteuses. Comme l'ajustement par les taux de change n'est plus possible, les différentiels d'inflation importants et durables sont dorénavant exclus, et les ajustements doivent se faire au détriment des variables réelles : salaire et croissance.

De la même façon, le pacte de stabilité a étouffé la croissance, en mettant en oeuvre des politiques « procycliques », qui consistent à freiner l'économie quand celle-ci ralentit, au lieu de faire l'inverse. Plus fondamentalement, le pacte de stabilité est un instrument de pression sur les dépenses sociales. La tactique néo-libérale peut être décrite de la manière suivante : dans un premier temps, on baisse les impôts des riches, ce qui crée un déficit. Pour le combler, on emprunte auprès de ceux dont on vient de baisser les impôts. Dans un second temps, on invoque ce déficit pour réduire les dépenses sociales. Tous les gouvernements européens utilisent cette tactique, et ne divergent que dans le rythme de sa mise en oeuvre.

La tentation d'une sortie de l'euro est une fausse alternative, marquée par le souverainisme, et qui ne tient compte ni du degré d'intégration économique de l'Europe, ni du rôle clé du dollar. C'est donc soit un fantasme nationaliste, soit un moyen de pression. La véritable alternative serait une autre gestion de l'euro fondée sur trois principes : d'abord une modification du statut de la Banque centrale européenne dont l'objectif principal ne doit pas être la stabilité des prix mais le soutien à la croissance et à l'emploi ; ensuite, la mise en place d'un système monétaire européen garantissant des taux de change fixes révisables entre la zone euro et les treize pays de l'Union européenne qui n'en font pas partie ; enfin, la définition, pour cette monnaie commune, d'une politique de change claire à l'égard du dollar.

3) Les économistes néolibéraux prétendent que l'économie européenne n'est pas compétitive à ceux des Etats Unis et de l'Asie de Sud-Est. C'est vrai ? Et si c'est vrai c'est à cause du système de protection sociale européen ?

Les néo-libéraux nous disent : il faut être compétitif, et on n'a plus les moyens d'une protection sociale plus élevée. Ils appliquent ce principe en organisant au sein de l'Union européenne, et avec le reste du monde, la mise en concurrence des systèmes sociaux. En réalité, l'Europe ne souffre pas d'un manque de compétitivité mais du blocage des salaires. Prenons l'exemple de l'Allemagne : le volume de ses exportations a augmenté

de 16 % entre 2000 et 2004, alors que sa demande intérieure baissait de 1 %. Ce cas limite illustre la logique moyenne de l'Union européenne : l'excédent commercial fluctue autour de 2 % du PIB, mais l'investissement ne s'est pas redressé, et la croissance poussive a du mal à tirer la productivité et l'emploi. En d'autres termes, le blocage salarial n'a pas été utilisé à rétablir la compétitivité (par baisse des prix) mais à gonfler les profits qui sont principalement utilisés à la distribution de dividendes auprès des rentiers ou à l'investissement, mais sur d'autres marchés que le marché européen.

Revenons à l'euro. Certes, il baisse depuis quelques semaines, mais ce mouvement ne doit pas faire oublier que l'euro ne valait que 0,85 dollar au milieu de 2001. En quatre ans, il s'est donc apprécié de 40 %, alors que l'austérité salariale n'aura permis de grappiller que quelques points de compétitivité, au détriment de l'emploi. Une véritable compétitivité structurelle passe par l'abandon de ce *mix* monnaie forte/salaires gelés.

4) Parlant de Chine. Est-il une vraie menace pour l'industrie européenne ? 5) Question finale. Les délocalisations ; le développement de Chine... Finalement, il n'y aura plus d'investissements en Europe ? La production sort d'Europe ?

La question de la Chine et des délocalisations prend une importance grandissante dans le débat, mais disproportionnée. Quand on étudie les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux, on constate plutôt une intégration entre pays du Nord. Les délocalisations et la concurrence des pays à bas salaires ne concernent qu'un petit nombre de secteurs comme l'habillement, et ne sont pas la cause première du chômage de masse en Europe. A plus long terme, il existe une course de vitesse entre deux processus. La Chine tend effectivement à devenir concurrentielle dans un nombre croissant de secteurs. Mais il existe deux contre-tendances : une respecialisation des pays riches sur les produits de haute technologie et sur les services non marchands ; et en Chine, la perspective à terme d'un recentrage de la croissance sur le marché intérieur. Dans l'immédiat, il s'agit d'arguments qui permettent d'exercer un chantage sur les salariés pour qu'ils se résignent à une dégradation permanente de leurs conditions d'existence. Ce sont les salariés du monde entier qui ont à pâtir de cette division internationale du travail, et l'alternative est en fin de compte dans l'internationalisation des luttes de classes entre le capital et le travail.